

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 23 JANVIER 1979 - N°837

Commission paritaire N° 56 942 - Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Agression sioniste au Sud-Liban

Les sionistes ont intensifié leurs bombardements contre le Sud-Liban, opérant à partir de la Palestine occupée, ainsi que des enclaves occupées par les milices fascistes. Ces opérations interviennent au moment où le conseil de sécurité de l'ONU a décidé de prolonger le mandat des casques bleus, et où le conseil national palestinien tient une importante réunion.

Lire en page 1

SNAV : l'occupation revotée

Lundi matin, un vote était organisé à l'usine SNAV de Vénissieux pour permettre aux travailleurs en grève de se prononcer sur la poursuite du mouvement. Une petite majorité s'est prononcée pour la poursuite de la grève avec occupation (310 pour, 307 contre) et immédiatement après, un cortège se formait pour partir en manifestation.

Nous publions aujourd'hui un entretien que notre correspondant de Lyon a eu avec des syndicalistes CGT de l'usine SNAV.

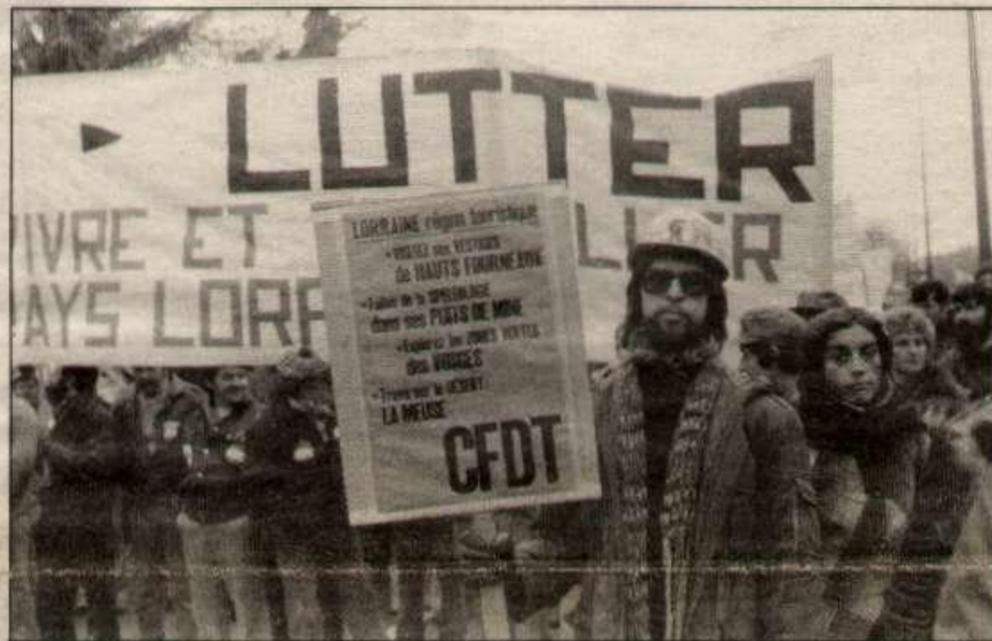
Lire en page 2

Journées portes ouvertes à Brissonneau

Les travailleurs de Brissonneau, entreprise de métallurgie de la banlieue nantaise, occupent leur entreprise depuis lundi 15 janvier contre les menaces de licenciement. Les travailleurs entendent briser l'isolement : ils ont organisé dimanche une journée portes ouvertes pour populariser leur lutte. Dans ce secteur apparemment condamné par la bourgeoisie, le débat sur la poursuite de la lutte s'engage dans l'entreprise et dans les commissions de soutien sur les quartiers.

Lire en page 3

SEMAINE D' ACTIONS DANS LA SIDERURGIE



La semaine qui commence sera incontestablement placée sous le signe de l'initiative pour les sidérurgistes. Lundi, les syndicats se réunissaient pour décider de l'action de grande ampleur qu'ils laissaient entendre dès la semaine dernière.

A Longwy, l'occupation de la recette principale des impôts se poursuivait lundi, tandis que dans les écoles se prépare une mobilisation des élèves qui s'associent au mouvement de solidarité autour des sidérurgistes.

Pendant ce temps, on s'agite dans les cabinets. Messmer était reçu lundi par Giscard tandis que la « commission parlementaire d'enquête » visitait une série de ministères.

Lire en page 3

- Les syndicats se rencontraient lundi pour décider d'un appel à une « action de grande ampleur »
- Dans le Nord comme en Lorraine, des sidérurgistes et des militants poursuivent les occupations de bureaux et de locaux administratifs

DES JOURNEES DECISIVES POUR L'IRAN

Dernier rebondissement dans la crise iranienne : le président du conseil de régence, Téhéran, vient de démissionner de son poste. Fait hautement symbolique, c'est à l'Ayatollah Khomeiny qu'il a présenté sa démission. Déjà, une vingtaine de députés avaient quitté leurs fonctions, à la suite d'un appel du chef religieux.

C'est dans cette situation de décomposition rapide du régime Bakhtiar qu'a été annoncé le retour en Iran, pour vendredi prochain, de l'Ayatollah Khomeiny, qui donnera lieu à d'importantes manifestations.

Cependant que Bakhtiar s'accroche au pouvoir en brandissant la menace d'un coup d'Etat militaire, les espoirs de l'URSS s'expriment de façon voyante.

Lire en page 7



SNAV (Vénissieux)

L'OCCUPATION
REVOTÉE
LUNDI MATIN

● Dimanche 15 heures : Une semaine d'occupation à la SNAV de Vénissieux dans le Rhône contre les 140 licenciements décidés par Renault. Faisons le point.

L'ordonnance en référé ne sera rendue que mardi après-midi.

Lundi matin, un vote avait lieu pour décider de la suite de l'action. Dans les jours précédents déjà, des permanents CGT ne se gênaient pas pour parler de «grève sans occupation» ou de «piquets tout en laissant rentrer les gars» alors que les sections CGT et CFDT de l'usine étaient très claires sur l'objet du vote : «pour ou contre l'occupation».

L'objet de cette lutte à la SNAV est clair : empêcher les 140 licenciements, «premier wagon qui peut en cacher un autre» comme le disent les

autocollants CGT-CFDT. C'est tout le problème de la lutte offensive contre les licenciements, la construction d'un rapport de forces solide, la convergence en-

tre toutes les boîtes concernées, dans le coin, par la garantie de l'emploi qui est ainsi posée à travers cette lutte. Or, de ces trois points de vue, où en était-on dimanche ?

1) Des initiatives spectaculaires, rapides et diversifiées, ce sont déjà déroulées et d'autres sont prévues. Ce sont là des actions offensives qui permettent de faire connaître la lutte de la SNAV contribuant à l'élargissement du soutien.

2) Quant au rapport de forces interne à l'usine, il n'est pas si mauvais que



Le piquet de grève

cela. L'occupation s'est renforcée ces jours derniers, une animation de la grève a commencé. Examinons les deux votes de la semaine dernière : le premier sur 500 votants, 350 travailleurs se sont prononcés pour l'occupation. Le second sur 450 votants, 280 travailleurs ont confirmé le vote précédent, il faut s'appuyer

sur ce positif et étendre la base des travailleurs d'accord pour la lutte.

Sur la coordination des luttes localement, là aussi, des possibilités existent, de manière unitaire CGT et CFDT. Bien sûr, il appartiendra aux syndicalistes combattifs de mettre sur pied concrètement une telle coordination. Ce sera

l'objet d'une bataille mais elle est possible.

La lutte de la SNAV, quels que soient les résultats des jours prochains, est déjà significative : «1979 ce doit être l'année de la lutte contre le chômage !».

Corr. Lyon

«Il faut que toutes ces boîtes qui ferment ou qui licencient fassent quelque chose ensemble»

Entretien avec des délégués CGT de la SNAV

De notre correspondant à Lyon

● Midi, cantine de la SNAV. Le Quotidien du Peuple est sur la table, des grévistes passent, lisent l'article sur la SNAV occupée, feuilletent le journal et l'achètent. Au mur, un panneau de coupures de presses. Le Quotidien y est en bonne place. Je

déjeune avec deux jeunes délégués CGT. Nous en venons à discuter de la pratique syndicale. «Cela t'intéresse une table ronde avec un journaliste du QdP ?» dit un jeune délégué à ses collègues. Aussitôt dit, aussitôt fait.

Nous entrons dans les bureaux de la direction, une grande banderole est déroulée, trois délégués écrivent «Usine occupée». D'autres grévistes, militants syndicaux ou non, nous rejoignent. Très rapidement, un débat riche et ouvert s'instaure.

Dix mois après l'échec de la gauche en mars 78, qu'en est-il aujourd'hui ?

«On attendait trop de mars 78. On a tout axé dessus. On ne s'est pas préoccupé de développer l'action. Regarde les journées d'action, entre celles du premier décembre 77 et celles du 15 novembre 78, presque un an où il n'y a rien eu !».

Un deuxième participant ajoute : «J'étais délégué à un Congrès, ils n'ont pas parlé d'autre chose que du Programme commun». «Bien sûr, dit un jeune délégué, on a discuté de l'échec de la gauche pendant la préparation du quarantième Congrès de la CGT. On nous a expliqué qu'on s'était trop placé sur le Programme commun mais pas assez sur le Programme de la CGT. Mais on n'a toujours pas vu qu'il y avait tant de différence entre les deux !»

Quelles sont les perspectives aujourd'hui ? «Les élections c'est du passé» note un jeune. Faut-il attendre les prochaines ? «Non, on ne va pas attendre 81. Marchais l'a bien dit : si ce n'est pas 78, ce sera bien 81. Mais entre temps ?»

Pour eux, c'est clair, il faut se battre, sans tarder. Mais comment ? Nous discutons à partir de l'occupation de la SNAV. Un militant note que «s'il y a juste la SNAV, qui se bat, on n'ira

pas loin. Il y a plein de boîtes qui ferment ou licencient, il faut faire quelque chose ensemble». Déjà précédemment, d'autres travailleurs nous parlaient de la nécessité aujourd'hui d'une lutte globale, généralisée, seul moyen pour être payante.

«CONQUÉRANT,
NOVATEUR,
AUDACIEUX...»

Bien sûr, l'Union locale CGT s'est engagée à mettre sur pied une coordination avec Feudor, Richier et les filiales Renault de la région lyonnaise. Mais ces militants CGT ne sont pas dupes : «Quand tu poses la question, affirme l'un d'entre eux, qu'est-ce qu'on fait avec la SLV ? On nous répond : «On va voir... Alors tu sais d'ici que cette coordination soit sur pied...». Pourtant celle-ci est plus que nécessaire, et l'idée de pousser l'UL à faire son travail fait son chemin. Car il semble bien qu'un décalage important existe entre les paroles et la pratique !

«Notre volonté, c'est d'être conquérant, novateur, audacieux, tu vois ce que je veux dire ?» me lance un jeune délégué CGT avec un clin d'œil. Et là, la référence au 40^e Congrès de la CGT à Grenoble est loin d'être formelle. Mais pour ces militants, le début d'ouverture annoncé à Grenoble est ressenti

comme une nécessité depuis longtemps. Sur beaucoup d'aspects leur position est très critique. D'abord, sur le discours stéréotypé : «Il y a toujours des télégrammes avec des «nous élevons de véhémentes protestations, etc...». C'est toujours la même chose et surtout pour la pratique syndicale». Ces trois jeunes délégués CGT avec d'autres militants combattifs essayent depuis plusieurs mois de transformer les choses. «C'est encore dur» avouent-ils. Pourtant, leur démarche est intéressante, face à l'inertie, la routine et les délégués inamovibles, ce qui est nouveau est toujours dur à mettre en œuvre.

«RENFORCER LA LUTTE
EST À L'ORDRE
DU JOUR»

«Maintenant, on veut démocratiser à fond. Partir des problèmes des gars et ne pas leur imposer une ligne politique». Bien sûr, comme tous les syndicalistes aujourd'hui, ils se heurtent à un problème important la désyndicalisation. Là-dessus, ces militants sont clairs : «Qu'est-ce que tu veux, on ne propose plus rien aux gars, on n'a pas de perspectives à leur offrir !»

Les permanents syndicaux n'échappent pas à la critique : «Ils nous ont parlé de profiter de l'occupation pour placer des cartes ! Aujourd'hui,



Une assemblée générale

c'est renforcer la lutte qui est à l'ordre du jour !»

Et le PCF avec ses 700 000 adhérents sur le papier et ses propositions ? «Il a quitté les rangs des révolutionnaires» dit l'un des jeunes délégués. Et c'est une parole bien pesée : «Il ne voit que le nombre des cartes à placer, c'est tout et puis les élus par ci, les élus par là, les élus du peuple...». L'un d'entre eux parle de Berliet : «Quand on voit les positions du RPR sur le «poids lourd français» et ce que dit le PCF sur le «poids lourd national», moi je ne comprends plus.»

Nous revenons sur la boîte... Une expérience positive dans l'atelier EPG, celui que la direction veut liquider.

Un délégué me l'explique : «On discute tout le temps avec les gars, au casse-croute, on discute politique, syndicat et très peu du tiers... On a réussi à avoir une bonne unité, à être tous dans la même optique. On débraye à 100 %».

Certes, dans les autres ateliers, les choses sont moins avancées. Répression et pommade à l'atelier des conteneurs et diverses pressions dans les autres.

A ce moment, un tra-

vailleurs nous rejoint : «Il y en a pas mal qui voulaient autre chose que les grèves de 24 heures à répétition. L'occupation, elle est quand même voulue par tous».

«C'est vrai, note un délégué, certains disaient «on sera peu !». Et bien l'occupation se passe bien, des gens viennent occuper un moment, etc.».

L'heure a tourné, la banderole est peinte et nous redescendons dans les locaux syndicaux. «On aurait voulu parler de tas d'autres sujets. Les jours prochains, nous poursuivrons le débat» dit un des délégués CGT.

Bassin de Longwy

MULTIPLÉS INITIATIVES
CONTRE LES LICENCIEMENTS

● Après l'occupation de la Banque de France par des militants de FO, après le spectaculaire blocage de la gare de triage de Longuyon qui a bloqué une centaine de trains et perturbé pendant plus d'une journée le trafic dans la région, opération effectuée par la CFDT et à laquelle s'était joint le SIDESTAM-

Où la lutte continue même si le plan de bataille n'est pas concerté. On voit bien que chaque organisation prend des initiatives en son nom propre et rien de plus. Là dessus les travailleurs jugent cet état de fait de façon contradictoire. D'une part ils constatent les divisions syndicales qui affaiblissent l'action. D'un autre côté, ils mettent aussi l'accent sur le fait que la multiplication des actions est plutôt une bonne chose.

GREVE DE L'IMPOT ?

Pour revenir à l'occupation de l'Hôtel des impôts et de la Trésorerie principale à Longwy, disons que c'est une opération très populaire. La question se pose de savoir si c'est une façon pour les dirigeants de la CGT de couper court à une proposition faite par la CFDT l'intersyndicale. La CFDT prévoyait une

action graduelle allant jusqu'au refus de remplir les déclarations d'impôt et surtout allant jusqu'au refus de payer le premier tiers provisionnel. En tout cas, personne ne s'était prononcé dans l'intersyndicale sur cette proposition fait par la CFDT jusqu'à ce jour.

APPEL
A LA POPULATION

Les militants de la CGT qui occupent les deux édifices manifestent unanimement leur volonté de tenir et surtout d'aller plus loin. La CGT vient d'appeler par tract la population de Longwy à rejoindre ses militants dans l'occupation et à participer aux tours de garde. Lundi, l'intersyndicale devait se réunir. A cette occasion la CGT devait rendre publique sa décision quant à la poursuite ou à l'arrêt de l'occupation. En tout état de cause

CGC (syndicat des employés et cadres intermédiaires), la CGT occupe depuis jeudi la perception de Longwy-Bas et la perception de Longwy-Haut. On peut dire que ce n'est pas la mission parlementaire d'information qui aura réussi à mettre un éteignoir sur la combativité des travailleurs à Longwy, pas

une action dure sur la question des impôts est très populaire dans le bassin, beaucoup de travailleurs montrent qu'ils y aspirent.

FLAMME DE L'ESPOIR

La jeunesse également se mobilise. Déjà spontanément des élèves de collèges techniques et du lycée mixte de Longwy ont pris l'initiative de convoquer les élèves en Assemblée générale par l'intermédiaire des délégués de classe. Ils prévoient une journée d'action pour le 25. Cette action pourrait aller jusqu'à la grève des cours.

Afin de montrer la vitalité du Pays Haut, les enfants des écoles maternelles, primaires, et les élèves de l'IUT y participeront... Il s'agit d'opérer un rassemblement, après une descente de tous les quartiers un flambeau à la

main, de toute cette jeunesse sous le signe de «Vivre, étudier et travailler à Longwy». Au cours de ce rassemblement un convertisseur (qui sert à réduire la fonte en acier) miniature fabriqué par les élèves du CET de Longwy Haut sera mis à feu.

PREMIER PRIX
DE LUTTE
DU CRASSIER

Dimanche, une manifestation originale s'est déroulée. Le premier prix de lutte du crassier a l'intention des adultes mais aussi des enfants qui sont venus en très grand nombre. Des petites promenades permettaient par ailleurs de s'initier au ski de fond. Pour clore le tout, des skieurs alpins ont descendu les flancs du crassier. Au nombre de neuf, chacun portait une lettre de S-O-S - E-M-P-L-O-I. Tout cela avait beaucoup

plus d'ailleurs que l'opération patronnée par Le Républicain lorrain (reprise de 30 000 cartes-pétition à Giscard), opération visant à faire croire à la bonne volonté du président comme s'il n'était pas au courant de ce qui se passe ici !

d'allure. Plus d'un millier de personnes a participé à cette petite fête, dans une ambiance vraiment populaire. Cette petite manifestation a aussi permis à la solidarité de s'exprimer. De nombreux auto-collants CFDT ont été vendus. Cette journée, à l'initiative de

la CFDT, a connu un succès inespéré. Les jours qui viennent connaîtront d'autres actions manifestant la volonté des habitants du Bassin de vivre au pays.

Correspondant
LONGWY

● Le mouvement
se durcit à
la Caisse des Mines

Assemblée générale très animée vendredi matin 19 janvier à la CAN des mines où les employés luttent contre un projet de transfert dans le Nord. A l'ordre du jour le point sur la situation et un débat sur les moyens d'action. Après le compte rendu de la délégation s'étant rendue la veille à l'AFPA luttant elle aussi contre le déménagement, la discussion est lancée. Beaucoup veulent poursuivre le mouvement de lutte mais ici on est attaché à la notion du «service du mineur» et l'on ne veut pas léser les retraités ou avoir l'air de s'opposer aux travailleurs ou aux chômeurs du Nord. Néanmoins, la grève avec occupation est envisagée dès que le besoin s'en fera sentir. Il y a gros à parier qu'elle serait immédiate si la décision effective de transfert était annoncée. Les employés prévoient avec l'intersyndicale diverses actions dans les semaines à venir. L'intersyndicale a été reçue par Christiane Schwartzbatt, élue PCF de Paris, vendredi après-midi et devait rencontrer Long le 22, membre de «Paris Renouveau» et de l'UDF. Le 23 rendez-vous a été pris avec Delelis, maire de Lens, qui est dans la même situation que Chaban par rapport au transfert de l'AFPA de Montreuil à Bordeaux. Le 24 c'est Mauroy que l'intersyndicale rencontrera à l'occasion de son entrevue avec Barre à Matignon. Affaire à suivre.

Correspondant Montreuil Sous-Bois.

● Le PDG
de Manufrance
démissionne

On reparle à nouveau de Manufrance. Après une «expérience» d'environ un an, le PDG Gadit-Clet s'en va. Il devait présenter sa démission au Conseil d'administration réuni ce mardi.

La municipalité PCF de Saint-Etienne, principal actionnaire de la société Manufrance, est très dure pour le PDG. Bruno Vennin, adjoint au maire et administrateur de la société n'hésite pas à le qualifier en ces termes : «Il est complètement désavoué par l'ensemble du personnel... C'est un homme irresponsable, incapable d'appliquer quoi que ce soit. Nous souhaitons le voir partir». Implacable jugement de la part des hommes qui pourtant, avaient soutenu le plan présenté par Gadot-Clet, quatrième PDG de Manufrance, qui exigeait après un an de déboires, 800 nouveaux licenciements.

Le bruit courait lundi matin que la municipalité avait trouvé une nouvelle solution, des fonds et un nouveau PDG ; un de plus. Les travailleurs de Manufrance, en attendant, commencent à en avoir assez.

Nantes

BRISSONNEAU EN GREVE

● Fixé tout en haut d'une grue, un drapeau rouge flotte au dessus de la zone industrielle de Carquefou dans la banlieue Est de Nantes. A Brissonneau depuis lundi 15 janvier, on a voté la grève générale avec occupation. C'est là une des vieilles entreprises de la métallurgie nantaise spécialisée dans le matériel portuaire (grue, appareil de bord...) Rache-

La mise en application à Brissonneau de cette restructuration semblait, jusqu'à présent, se passer en douceur, par petites touches. Progressivement depuis 1976 par des départs en retraites à 56 ans et 8 mois. Les effectifs sont passés de 1 200 à 1 000. Au nom de la «conjoncture» et des difficultés pour l'exportation dans un seul atelier (chaudronnerie) puis toute l'usine est passée de 42 à 40 heures hebdomadaires puis à 32 heures. Bien que ces mesures annonçaient des licenciements il n'y avait pas eu de lutte pour s'y opposer. Sans doute en partie parce que les 8 heures chômées étaient payées à 50 % avec un plancher minimum de 10 francs l'heure environ, ce qui ne faisait pas une très grosse différence pour les plus mal payés... Bientôt, les rumeurs de licenciements se sont faites plus insistantes, accentuant momentanément les divisions des travailleurs face à l'incertitude dont se revêtait l'avenir. En octobre dernier, la direction annonçait 282 licenciements.

L'ACTION DEMARRE

Dès le lendemain, à l'initiative des sections syndicales de la boîte, la DATAR est occupée. Quelques semaines plus tard, le 23 novembre, c'est une réunion de la commission paritaire sur l'emploi qui est bloquée. Ces actions sont accompagnées de plusieurs débrayages, en particulier lors d'une réunion du CE à l'occasion duquel les ouvriers séquestrent le patron. C'est d'ailleurs au cours d'un de ces débrayages appelés par l'intersyndicale (CGT et CFDT) que la décision de se mettre en grève est votée. C'était lundi 15 janvier, l'annonce des licenciements par l'inspection du Travail. Parmi les travailleurs que la direction veut licencier, dont le nombre avait été descendu à 225 puis à 185 par l'inspection du travail, il y a des travailleurs de plus de 56 ans et 8 mois ; il y a également un certain nombre de couples travaillant dans l'entreprise ainsi que des travailleurs ayant plus de 25 ans voire 30 ans d'ancienneté. Il y a aussi

tée par Jeunot Schneider après avoir eu Alsthom ou Renault pour propriétaire entre 19/5 et aujourd'hui, cette usine est à nouveau la cible des restructurations capitalistes. Et cela d'autant plus que Jeunot Schneider s'est engagé à fond dans le programme électro nucléaire beaucoup plus rentable.

une bonne partie de travailleurs combatifs, des syndicalistes et même plusieurs délégués. Dimanche une était organisée. La veille les délégués pensaient que ce serait un test.

LA CONSTRUCTION
DU RAPPORT
DE FORCE

Les patrons refusent de rencontrer les délégués de l'usine, misant sur un pourrissement de la lutte et sur l'expulsion des grévistes par les CRS, expulsion autorisée par le Tribunal des référés. Dans l'usine, le rapport de forces semble largement assuré. Derrière le refus affiché de tout licenciement, la conviction est acquise qu'un emploi pour tous est possible dans l'entreprise même à 32 heures par semaine. Une bonne partie de ceux qui ne voulaient pas ou ne «pouvaient pas» participer aux actions entreprises avant l'occupation viennent régulièrement donner un coup de main au piquet de grève, à l'organisation de la lutte. Mais devant la gravité du chômage sur la région (36 000 chômeurs dans le département) et

devant la taille du groupe Empain Schneider (dont Brissonneau est une filiale un peu isolée) il apparaît que le rapport de forces doit dépasser le cadre de l'entreprise. A ce titre, la manifestation organisée par les Unions syndicales de la métallurgie, jeudi dernier, a été un premier pas. De plus, une des tâches prises en main par les grévistes, est la mise en place de «commissions» dans les quartiers où se retrouvent les familles des travailleurs. Reste à donner à ces commissions toute leur place et une plus grande vie pour la construction de ce rapport de forces.

Dans un secteur apparemment condamné par la bourgeoisie, dans une région déjà très touchée par le chômage, avec des acquis dans les luttes ouvrières, le débat s'ouvre dans l'entreprise et dans les «commissions» de soutien sur les quartiers. Comment construire un rapport de forces ? Comment le maintenir et le concrétiser efficacement ?

Corr. NANTES

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

Cantoniales en mars, européennes en juin

UN AN APRES, LA FIEVRE ELECTORALE RECOMMENCE

● La fièvre électorale, qui s'était estompée au lendemain des législatives de mars 1978, réapparaît à nouveau. Deux échéances expliquent cette résurgence : les élections européennes du 10 juin prochain, bien sûr, mais aussi les élections cantonales qui doivent avoir lieu les 18 et 25 mars prochains.

Dans les partis bourgeois, on en est à la phase de désignation des candidats. Phase traditionnellement obscure, pleine de manœuvres en tout genre, où les perspectives politiques s'effacent bien souvent derrière les ambitions personnelles.

LE PCF MET LE PAQUET

Comme il se doit, c'est le PCF qui entend se placer le premier sur la ligne de départ. Mardi, le PCF fera en effet connaître les 81 candidats qui porteront ses couleurs en juin. Pour ce qui est des cantonales, les candidatures sont annoncées en cette fin de janvier dans les journaux locaux du PCF. L'état-major de la place du colonel Fabien accorde une grande importance à ces élections cantonales, et ce pour plusieurs raisons : d'abord, le PCF entend prouver ses capacités de gestion, comme il le fait en ce moment dans les conseils généraux qu'il dirige ; ensuite, il entend prouver que son échec de mars, et l'éclatement de l'Union

de la Gauche, n'ont pas nui à ses positions électorales. De fait, les quelques cantonales partielles qui ont eu lieu dans les derniers mois ont montré une stabilité certaine du PCF, voire, en certaines occasions, une progression. Il ne s'agit en réalité que de l'illustration d'une tendance perçue depuis longtemps : dans ces élections, à l'enjeu strictement local, le PCF obtient des scores supérieurs à ceux des élections à l'enjeu national. On imagine aisément le parti que le PCF pourrait tirer d'un bon score, et c'est ce qui motive pour une large part son intérêt pour les cantonales. Il existe enfin une troisième raison : pendant que les militants seront occupés à coller des affiches et à se mobiliser pour cette « importante échéance », selon les termes du bureau politique du PCF, ils se préoccupent moins de la préparation du 23^e Congrès, qui, en principe, sera engagée dès le mois de février.

LE PS PIEGE PAR SON DEBAT INTERNE

Au parti socialiste, c'est

un euphémisme, les choses se présentent différemment. Pour les élections européennes, pas question évidemment que les candidats soient désignés avant le Congrès d'avril, et sur la base du rapport de forces qui se dessinera alors, et alors seulement. Restent les cantonales. Le PS, qui a des ambitions plus hautes, s'y intéresse modérément, même si les socialistes se rappellent que c'est à l'occasion des cantonales de 1976 qu'ils avaient fait leur « percée » en atteignant plus de 26 % des voix. Mais comment désigner des candidats alors que le parti est en pleine recombinaison ?

Comment favoriser tel ou tel courant, alors qu'au sein du PS, le poids des élus pèse particulièrement ? La préparation des cantonales place le PS dans un faisceau de contradictions : d'une part ces élections apparaissent comme secondaires par rapport au débat interne, mais une trop grande désaffection risquerait de faire perdre des voix aux socialistes, ce qui ne manquerait pas d'influer sur le débat interne. D'autre part, il lui faut désigner des candidats sur la base des rapports de force actuels, très fluctuants, mais les candidats une fois dé-



signés — et élus pour une part — permettront de faire évoluer les rapports de forces. Ces contradictions expliquent que le PS ne présentera que très tardivement ses différents candidats.

LE RPR PART DE BIEN BAS

Des deux grands partis de droite, c'est, pour une fois, le RPR qui a le moins de problèmes, pour les cantonales s'entend. Les gaullistes n'ont traditionnellement manifesté que peu d'intérêt pour ce genre d'élections. En retour, leurs scores ont toujours été des plus faibles. En 1976, l'UDR n'atteignait pas les 11 %. Sans prendre trop de risques, on peut penser que le RPR sera en progression, à peu de frais. Pour les élec-

tions européennes, il en ira différemment. De ce point de vue, le RPR est actuellement dans l'expectative la plus complète. Sur quels thèmes les chiraquiens feront-ils campagne ? Autour de l'appel de Cochon, lancé par Chirac ?

Le score électoral risquerait de s'en ressentir, ce qui serait du plus mauvais effet pour ce qui reste l'objectif fondamental de Chirac, les présidentielles de 1981. Alors, faire campagne autour de thèmes plus nuancés ? Ce serait d'un meilleur rapport, mais cela pourrait nuire en partie à l'unité du mouvement. Ne dit-on pas que dans ce cas, Debré serait prêt à faire candidature à part, avec son « comité pour l'indépendance et l'Unité de la France », aux idées ultra-nationalistes.

L'UDF ATTEND LA DECISION DE GISCARD

L'UDF, conglomérat de groupes de notables dont le seul ciment est la participation au pouvoir, apparaît dans l'expectative la plus totale dans la préparation des deux élections. En ce qui concerne les cantonales, Blanc, secrétaire général du PR, a fait savoir que son parti présenterait plusieurs centaines de candidats, et que la règle retenue sera celle des primaires. Du coup, l'émoi est grand dans les petites formations qui composent l'UDF. Qu'a-t-il voulu dire ? Qu'il y aurait des primaires au sein de la majorité, ou au sein de l'UDF ? Et sa déclaration est-elle inspirée par l'Élysée ou n'est-elle qu'une bravade personnelle comme il lui arrive d'en faire, quitte à se dédire après ? Le même type de question revient quant aux élections européennes. Giscard, le véritable chef de l'UDF, n'a pas encore décidé s'il y aurait une liste UDF, élargie ou pas, ou si plusieurs partis pourraient présenter des listes sous la bannière présidentielle, ou s'il y aurait une liste giscardienne hors des partis.

De toutes les manières, la fièvre électorale a bien repris tous les grands partis de la bourgeoisie. Un an après.

Lettre ouverte du Comité étudiant Français-immigrés pour l'abrogation de la circulaire Bonnet

A Nanterre, comme dans toutes les facultés françaises, la circulaire raciste de Bonnet a commencé à être mise en application.

A Nanterre comme dans beaucoup de facultés (Villetaneuse, Tolbiac, Vincennes etc) les étudiants ne tolèrent pas la circulaire Bonnet.

La circulaire Bonnet : une circulaire raciste « qui vise à réduire le nombre d'étrangers ».

Pour pouvoir venir en France, les étudiants devront produire un visa consulaire (et pour certains pays un visa de long séjour), visa soumis à ces critères :

Critères politiques : obligation d'une préinscription en faculté dès le pays d'origine, soumise à l'avis d'un conseiller culturel, et accordée après consultation du fichier d'opposition : ce qui implique une coopération entre les polices françaises et le pays d'origine. Cette mesure permet donc le retournement des étudiants soupçonnés d'être politisés.

Critères économiques : obligation est faite de fournir une attestation bancaire d'un montant égal aux bourses françaises : de 8 000 à 1 500 francs sur un compte en France : il faut savoir que 8 000 F représentent la récolte annuelle d'une famille de paysans moyens au Sénégal, que les étudiants algériens ne peuvent sortir que 300 F de leur pays. Ainsi, seul les rares boursiers et les fils de riches pourront venir étudier. L'interdiction de travailler complète ce dispositif.

Une fois en France, le renouvellement sera annuel sauf si :

— L'étudiant ne dispose plus de ressources ;

— Le DEUG n'est pas obtenu en 3 ans, sans possibilité de dérogations ni de changement de filière, à la différence des étudiants français.

— Si « l'inscription apparaît comme un prétexte pour se maintenir en France » : mesure arbitraire, la complicité des recteurs et des présidents appellent à la délation des étudiants par l'intermédiaire des administrations.

Dans ces trois cas, l'expulsion sera automatique.

Par le renforcement explicite de la collaboration des polices à travers ces mesures, ne pourront venir étudier en France que les étudiants dociles qui se formeront pour devenir des agents de l'impérialisme français dans leur pays.

La circulaire Bonnet s'inscrit, de l'aveu même du ministre, « dans la nor-

malisation générale de l'immigration » : prison illégale d'Arcenc, mesures Stoléro, préparatifs pour expulser 350 000 Algériens en 1979... Tous les étudiants sont frappés par cette politique digne de la guerre d'Algérie, violant ouvertement les droits de l'homme, notamment la liberté de circulation et d'opinion.

Elle s'inscrit également

Les flics revendiquent

A l'appel de la fédération autonome des syndicats de police, quelques milliers de policiers ont manifesté samedi après-midi à Paris (1 500 selon la Préfecture de police, 8 000 selon la police manifestante). Les policiers syndicalistes réclamaient davantage de crédits et d'effectifs. A l'issue de la manifestation, un représentant devait assurer qu'en aucun cas, les policiers n'entendaient revendiquer un régime policier.

Dimanche soir, au Club de la Presse, le ministre de l'Intérieur Bonnet devait assurer que des dépenses suffisantes avaient été engagées, puisque le budget d'équipement de la police a été augmenté de 66 % dans le budget 1979 par rapport à l'année précédente (alors que le budget global de l'Etat a crû de 15,2 %). Au cours de cette même émission, le ministre a été fort embarrassé pour prouver son attachement à la séparation des pouvoirs, sachant qu'il a demandé à son collègue Peyrefitte d'insister auprès du Parquet pour que celui-ci requière des peines très lourdes au procès des « autonomes » qui se déroulait ce lundi.

malisation des facultés : avec le décret du 20 septembre pour vider les assistants, fermer les cours en petits groupes et les TD et rétablir les cours en amphithéâtre avec les menaces de liquidation de Vincennes, ou la tentative d'interdire les droits aux réunions politiques dans les facs (Tolbiac vidée 2 fois à la matraque), l'Etat veut développer l'élitisme, le carriérisme individualiste dans l'université. Et la circulaire Bonnet est l'arme la plus avancée de cette attaque.

Elle vise sur la passivité, voire la complicité, des étudiants français « non concernés ». Saunier-Seïté a déclaré : « Le trop grand nombre d'étudiants étrangers en France nuit à la bonne qualité de notre enseignement », de même que l'Etat déclare que les ouvriers immigrés sont responsables du chômage.

Ainsi, tous, étudiants étrangers et français sont concernés ! C'est pourquoi nous sommes regroupés dans un comité pour l'abrogation de la circulaire Bonnet.

Ce comité sera le re-

groupement de tous les étudiants mobilisés, français et immigrés. Il est indépendant de toute organisation ou syndicat. Sur chaque cas d'étudiant touché par la circulaire, notre ligne d'action sera d'en saisir tous les étudiants pour en mobiliser le plus grand nombre. Nous cherchons également l'unité avec les enseignants : une motion circule auprès d'eux qui a déjà recueilli de nombreuses signatures.

Nous tenons des permanences dans la fac qui serviront de contact avec les étudiants étrangers en difficulté, de lieu d'initiative pour tous ceux qui veulent travailler avec nous. Nous ferons une information large sur la fac et dans les cours et les TD, pour développer la solidarité Français-immigrés. Enfin, nous sommes conscients de la nécessité de regrouper nos forces. C'est pourquoi nous avons proposé une coordination avec les autres facs.

FRANÇAIS IMMIGRES
SOLIDARITE !
SOLIDARITE ETUDIANTS
TRAVAILLEURS !

OU VA L'INFORMATIQUE ?

● L'informatique a fait déjà irruption dans la vie quotidienne à quelques reprises. En premier lieu sur la question de l'emploi et sous deux aspects : en automatisant nombre d'opérations, les systèmes informatiques ont abouti à une limitation de l'embauche, puis à des suppressions d'emploi quand ce ne furent pas des licenciements « économiques ». En affectant employés et ouvriers à des tâches complémentaires de la machine, cette automatisation s'est traduite le plus souvent par une nette aggravation des conditions de travail.

En second lieu sur la question des libertés individuelles et des moyens de contrôle social offerts par cette technologie à ceux qui peuvent en disposer, c'est-à-dire à ceux qui ont le pouvoir. On se souvient du débat occasionné par la perspective d'interconnexion, au moyen du code SAFARI, de plusieurs grands fichiers informatisés nationaux et

de la tentative gouvernementale de désamorcer les réactions par la publication du rapport « Informatique et libertés », puis de quelques lois codifiant l'usage des fichiers.

D'un autre côté, se développe un courant de pensée résolument optimiste présentant l'informatisation comme un facteur d'évolution sociale militant dans le sens d'une démocratisation de la société par l'accès du « plus grand nombre » à des connaissances ou des données jusqu'alors réservées, par l'accroissement du temps libre laissé par l'automatisation et une plus grande « transparence » de la société.

Ne relever que les aspects néfastes de l'informatisation, ou imaginer une société idéale qu'elle secréterait (la « réalisation du soi » de JACUDI japonais) indique la même démarche mentale consistant à vouloir à tout prix attribuer une valeur à

une technique. Il est clair que le développement des techniques influe sur celui des sociétés. Pour rester dans le domaine de l'information, l'apparition de l'imprimerie en est un bon exemple. Mais ce développement est trop lié à la nature de la société pour qu'on la néglige. Concrètement, dans la France des années 80 l'utilisation et la pénétration de l'informatique est aux mains d'une caste très restreinte de hauts fonctionnaires et de dirigeants d'entreprises privées ou nationales. Ces gens agissent selon leur intérêt bien compris et c'est bien plus la réalité de leurs projets que les motivations invoquées qu'il faut examiner pour pouvoir les combattre. C'est ce que nous ferons sur quelques exemples dans cette page. Il resterait à analyser quels seront les effets en retour, non prévus, de l'informatisation. Peut-être est-il encore prématuré de le faire.

2 - Du côté de ceux qui l'utilisent

Par Eric BREHAT



◁ Un argument pour la vente des télécopieurs : leur insensibilité aux grèves.

Quelques projets... et leurs motivations réelles

Robotique, bureaucratie, automatisation, informatique domestique... tel est le genre de termes que manient couramment les futurologues. Ils correspondent à des projets plus ou moins bien définis au départ, œuvres d'informaticiens, mais qui ont pris progressivement un contenu précis, lorsqu'il est apparu qu'ils pouvaient résoudre des problèmes de rentabilité ou de relations sociales. En voici deux exemples.

— **Le courrier électronique.** Les techniques de télécopie ne sont pas nouvelles, puisque certaines très grosses entreprises en disposent déjà entre leur siège et leurs filiales. Il ne s'agit pas du télex, où un opérateur doit taper le texte à transmettre, mais d'un dispositif reproduisant tout document écrit ou graphique à distance, via une

ligne téléphonique, ou par un système de transmission de données plus évolué comme Transpac (ce système permettrait de transmettre 3 000 caractères en quelques secondes, alors qu'il faudrait cinq minutes par ligne téléphonique). Leur projet de développement est cependant intimement lié à celui du démantèlement des PTT et de la privatisation des télécommunications, secteur où l'investissement d'Etat a été massif. Le rôle joué par les postiers dans les luttes, leur place stratégique dans l'économie ne sont certainement pas étrangers à ces choix.

— **La télédétection et la robotique.** Le recueillement de données quantitatives dans des endroits où l'intervention humaine est impossible ou difficile n'est pas non plus un problème nouveau. L'informatique, en offrant la possibilité de programmer plusieurs instruments en un même lieu, de faire un premier tri dans les informations collectées et même de les traiter sur place pour ne transmettre que des résultats élaborés, a ouvert de grandes possibilités, illustrées par les explorations automatiques de Vénus et de Mars (les complexes expériences de détection de formes de vie sur cette dernière en sont un remarquable exemple). De même, la possibilité de commander des machines-outils par un automate « intelligent » (tenant compte de multiples données, infléchissant le travail selon les défauts du produit fini) pourrait introduire un changement radical dans les conditions de travail des ouvriers de certaines industries (sidérurgie, métallurgie, chimie, automobile). Or les robots ne sont introduits que s'ils permettent un gain de productivité significatif, imposé par la concurrence (machines transfert), ou s'ils permettent d'effectuer des opérations trop dangereuses pour l'homme (intervention en milieu fortement radioactif), la prise en compte du niveau de danger étant souvent la conséquence d'une lutte. Les industries utilisant des chaînes de production envisagent, à la suite des Japonais, un recours croissant aux robots et à la télédétection. Les ouvriers sur chaîne en seront probablement d'autant plus asservis, la machine étant programmée pour contrôler son propre travail, et donc celui de l'homme qui l'accompagne.

Informatique et chômage

L'introduction des techniques de photocomposition en imprimerie a déjà entraîné une restructuration massive du secteur et de nombreuses luttes. On peut prévoir à relativement court terme que la technique de téléimpression des journaux entraînera la suppression des emplois de la distribution. Ces exemples sont connus, actuels et chiffrables. Il est bien plus difficile de se faire une idée globale des « dégraissages » liés à l'informatique dans les divers secteurs, car elles dépendent de la tactique gouvernementale et patronale, et la situation économique. Le rapport Nora est édifiant à cet égard, puisque ses auteurs n'hésitent pas à dire : « Ils (les phénomènes liés à l'informatisation) apportent une novation très inquiétante dans un processus qui, depuis la Libération, avait garanti l'équilibre du marché de l'emploi ». D'autant plus inquiétante que l'équilibre du marché en question était toute relative. L'enquête menée par les rapporteurs dans le tertiaire et l'industrie donne quelques indications, sujettes à caution puisque ses éléments ont été fournis par les entreprises elles-mêmes. Sous cette réserve, il n'est pas inutile de les indiquer :

— **Banques et assurances.** Il s'agit d'un secteur où l'informatique est déjà en partie introduite, réduisant l'embauche au minimum. Il est prévu une diminution d'emploi de 30 % sur les dix ans à venir, par la suppression des postes liés à l'ancienne informatique (perforateurs, ajusteurs), et par l'introduction des systèmes de transferts de fonds et de tenue des comptes courants électroniques.

— **Postes.** Il s'agit certainement d'un des secteurs les plus menacés à moyen terme, le rapport Nora et la politique gouvernementale favorisant les Télécommunications pesant dans ce sens. C'est l'existence même du courrier qui est en cause par l'apparition de la téléco-

pie par téléphone. Signalons que le CNET (télécommunications) travaille actuellement sur un appareil de télécopie (reproduction à distance de documents) d'un prix modéré (1 000 F) dont il estime le marché potentiel à un million d'exemplaires — d'ici cinq ans. Comme 60 % du courrier est inter-entreprises ou inter-administrations, on peut prévoir une très forte diminution de ce genre de trafic et on devine que les arguments de vente des télécopieurs (instantanéité, insensibilité aux grèves...).

— **Activités de bureau.** On compte actuellement 800 000 secrétaires de bureau pour deux millions d'agents de bureau. Or selon les organisateurs du SICOB 78, les bureaux sont promis à un investissement massif de divers matériels informatisés effectuant une bonne partie du travail de secrétariat : l'adjonction de micro-ordinateurs (on dit souvent micro-processeurs, ce terme désignant la minuscule partie centrale de ces machines) à des machines à écrire ou à copier permettra la rédaction automatique de certains types de lettres même personnalisées et bien d'autres travaux. La répercussion sur l'emploi est prévue « massive ».

— **Industrie.** Sans parler des conséquences de l'informatisation dans la gestion et l'administration des entreprises, on peut en prévoir pour la partie conception et production elle-même. La « conception assistée par ordinateur » devrait remplacer les dessinateurs des bureaux d'étude et faire une partie du travail des concepteurs. À la production, l'introduction des robots, non pas pour soulager la tâche de travail mais pour tenir la « compétitivité » pourrait supprimer certains emplois et en créer éventuellement d'autres. Les patrons interrogés (dans l'automobile en particulier) affirment que l'augmentation de production se fera à effectifs constants.

Bien sûr, l'informatique pourrait susciter aussi la création d'emplois. Ne serait-ce que dans la fabrication du matériel électronique allemand. On connaît à cet égard la politique des firmes électroniques qui consiste à automatiser presque complètement la fabrication des composants et à faire faire le montage dans le Sud-est asiatique...

Quelques termes

Conception assistée par ordinateur (CAO).

La réalisation de projets, que ce soient des plans architecturaux, urbanistiques ou ceux d'une machine, d'un circuit électronique... comporte des opérations mécaniques et des problèmes à résoudre prévisibles. L'adjonction à une table à tracer d'un micro-ordinateur spécialement programmé peut simplifier notablement la réalisation du projet. Un exemple, pour le maquettiste chargé d'élaborer la mise en forme d'une page d'un journal. Muni de divers renseignements (nombre de mots, nombre de colonnes, proportion des photos, dimension des titres, valorisation de certains articles), la machine pourrait fournir presque immédiatement dix solutions de mise en page... Cette technique est actuellement peu développée en France.

Micro-informatique.

L'abaissement du coût de production des composants électroniques permet aux constructeurs de proposer sur le marché certains composants très puissants et peu chers utilisables à condition de leur adjoindre des périphériques de programmation, de lecture. En les programmant de façon précise, il est possible de leur faire exécuter des tâches spécialisées (calculatrices scientifiques programmables de poche, rédaction de lettres...). L'utilisation de ces « micro-processeurs » constitue la micro-informatique et a poussé nombre d'industriels à se lancer sur ce marché, que certains considèrent comme un tournant dans l'informatique.

On est cependant loin de l'informatique pour tous, dite aussi « informatique domestique » en raison du coût des organes périphériques et d'un minimum de spécialisation nécessaire à leur utilisation. Il est cependant probable qu'un marché domestique existe dans des couches de cadres supérieurs ou de certaines professions libérales (médecine assistée, par exemple).

● RFA : attentats néo-nazis contre la télévision

Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux attentats à la bombe ont été commis contre la première chaîne de télévision qui diffusait ce soir là une émission sur les camps de concentration et qui doit passer prochainement la série américaine «*Holocauste*» sur la politique d'extermination des Juifs d'Hitler. Les néo-nazis avaient envoyé des tracts et des lettres de menaces pour empêcher ces émissions.

● Oreja en URSS

La visite d'Oreja, ministre espagnol des Affaires étrangères, en URSS s'est terminée samedi. C'était la première visite officielle d'un ministre espagnol depuis la guerre civile. Des accords culturels, scientifiques et techniques entre les deux pays ont été signés, un développement des relations économiques. Gromyko a souligné lourdement à l'issue des discussions qu'il souhaitait de la part de l'Espagne «*une politique dirigée vers la paix, vers l'indépendance*», ce qui signifie qu'il la met en garde contre une adhésion à l'OTAN et contre le maintien des bases américaines sur son territoire.

● Ventes d'armes à la Chine : rejet des menaces soviétiques

A la suite des menaces de Brejnev à l'Italie et la Grande-Bretagne pour empêcher la vente de matériel militaire à la Chine, les gouvernements de ces deux pays ont réagi en rejetant les mises en garde soviétiques. Le Premier ministre britannique Callaghan a déclaré que la Grande Bretagne entendait honorer les commandes d'avions à décollage vertical «*Harrier*».

En Italie, Cicchito, responsable du PS italien, déclarait : «*La lettre de Brejnev est une ingérence inadmissible et une tentative soviétique d'exercer un chantage à l'égard de l'Italie et de l'Europe de l'Ouest*». Pietro Longo, secrétaire du parti social démocrate, affirmait que cette lettre faisait penser à celle d'un gouverneur destiné à un proconsul de province. Quant au porte-parole pour les Affaires étrangères de la DC, il a déclaré que «*l'Italie devait prendre des décisions de façon indépendante*».

● Turquie : négociations sur la coopération militaire avec les USA

Les gouvernements américain et turc viennent de commencer les discussions pour un «*accord de coopération défensive*» associant l'aide militaire des USA à la Turquie et la réouverture des bases américaines sur le territoire turc. Les relations américano-turques avaient été perturbées lorsque, en 1974, après l'intervention turque à Chypre, le Congrès avait décrété l'embargo sur les ventes d'armes à la Turquie. La Turquie avait alors répliqué en prenant le contrôle de vingt bases et stations d'écoute américaines. L'année dernière Carter a fait lever l'embargo : les discussions actuelles portent sur la réouverture des bases, mais aussi sur la production conjointe de matériel militaire et plus largement sur l'aide économique des pays occidentaux à la Turquie. En effet, avec le recul prévisible des USA en Iran et l'instauration d'un pouvoir prosoviétique en Afghanistan, une réimplantation en Turquie et un soutien à l'armée turc paraissent indispensables à l'impérialisme US.

La politique de Carter à l'égard de la Turquie n'a pas manqué d'entraîner des réactions de la part de la Grèce, en conflit avec elle au sujet de Chypre, et également du plateau continental de la mer Égée. Le premier ministre Caramanlis a protesté contre l'accord prévu avec la Turquie, tandis que Papandréou, chef de l'opposition, préconisait un retrait de la Grèce de l'Alliance Atlantique.

KAMPUCHEA

LA RESISTANCE SE RENFORCE

L'agresseur contraint de se déguiser

La radio du Kampuchéa démocratique, qui avait suspendu ses émissions après la prise de Phnom Penh les a reprises la semaine dernière, diffusant des appels du gouvernement du Kampuchéa démocratique et des nouvelles du Front. Dans un éditorial, la radio du Kampuchéa démocratique déclarait : «*La nation, le peuple et l'armée révolutionnaire sont déterminés à lutter avec fermeté, l'arme à la main, pour anéantir, aussi bien dans la capitale, Phnom Penh, dans les villes que dans les campagnes, les ennemis agresseurs vietnamiens... A présent, les agresseurs vietna-*

miens sont de plus en plus submergés par la guerre populaire. Ils ont pu envahir notre pays, mais ils n'arriveront jamais à contrôler le peuple kampuchéen.

Alors que près de 150 000 hommes de troupe vietnamiens ont du être envoyés au Kampuchéa contre l'armée régulière qui en comptait deux fois moins, les agresseurs, devant la résistance, ont été contraints de renforcer leurs effectifs, d'amener sur place du matériel militaire. Ils tentent, par certains procédés, de masquer la réalité de l'occupation. C'est ainsi qu'ils ont dû faire appel à de nombreux

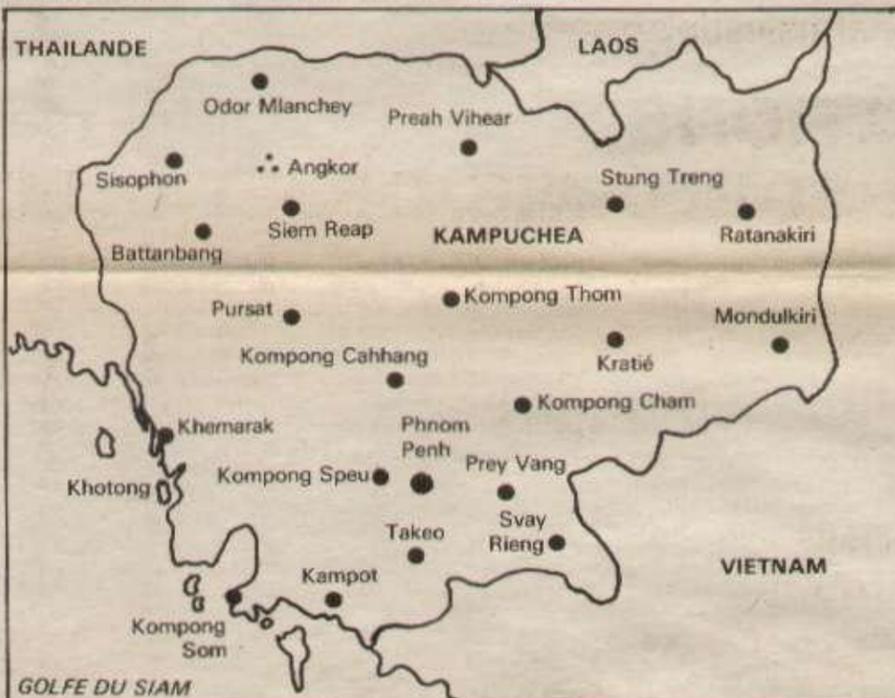
contingents composés de de «*khmers krom*», minorité nationale vietnamienne d'origine khmère. En utilisant ces supplétifs et en les mettant en avant, il s'agit de faire croire qu'il n'y aurait pas d'invasion. Dans de nombreux cas, les Vietnamiens ont travesti leurs soldats en changeant leurs uniformes et ont mis sur les tanks des insignes du régime fantoche qu'ils ont installé à Phnom Penh. Les troupes vietnamiennes prennent particulièrement garde à ne pas apparaître en tant que telles aux villes frontières où elles pourraient être identifiées par les autorités thaïlandaises et les journalistes de la presse internationale qui s'y trou-

vent. Cependant, les témoignages des réfugiés confirment que ce sont les Vietnamiens, conseillés par des Soviétiques, qui combattent, tandis que les forces du régime fantoche servent de guides et d'interprètes. Ce régime semble avoir de grandes difficultés à mettre sur pied quelque chose qui ressemble à une administration, à un État national. Il a lancé un appel urgent à tous les cadres du Kampuchéa démocratique, pour qu'ils se rallient et acceptent de collaborer. Cette démarche est contradictoire avec la thèse du FUNSK selon laquelle le gouvernement de Pol Pot se serait «*effondré*» sous l'effet d'un ralliement massif au nouveau régime.

Ces derniers jours, le gouvernement thaïlandais a multiplié les avertissements au Vietnam. Le Premier ministre thaïlandais, en visite au Japon, a déclaré qu'il avait prévenu le Vietnam qu'il n'admettrait pas la présence de troupes vietnamiennes à la frontière de la Thaïlande avec le Kampuchéa. Il a également déclaré, au cours de ce voyage : «*La Thaïlande sera la prochaine cible du Vietnam. Le Vietnam a déjà affirmé qu'il libérerait les régions rurales du Nord-Est thaïlandais bordant le Kampuchéa.*

A Pékin, Wang Shengrong, chef-adjoint de l'État-major de l'APL, a reçu l'ambassadeur du Kampuchéa démocratique à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'armée révolutionnaire du Kampuchéa. Il lui a réaffirmé le soutien de «*tous les commandants et combattants de l'APL de Chine, comme de tout le peuple chinois.*

Des combats dans tout le pays



A la fin de la semaine dernière, des combats se poursuivaient dans la province de Takeo et à Takeo même, sur la côte à Koh Kong, Khemarak et Kompong Som, dans le Nord à Preah Vihear et Siem Reap, dans la région d'Angkor, dans la province de Battambang, et dans celle de Ratanakiri. C'est dans cette dernière que l'invasion vietnamienne a commencé, et c'est là que le FUNSK était censé avoir ses bases.

GRANDE - BRETAGNE

CAMPAGNE ANTI-GREVE DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT

Devant la poursuite et l'extension des mouvements de grève qui marquent un constat d'échec de la politique de collaboration de classes instaurée par des travaillistes, une campagne contre le droit de grève et pour l'état d'urgence se développe dans la presse britannique.

«*La loi de la peur*», «*ils n'ont pas de pitié*», «*Du chaos au crime*», tels sont en effet les titres d'un certain nombre de journaux, qui, parce que la grève des routiers et des cheminots paralyse l'économie, accusent les grévistes d'affa-

mer le pays». Les conservateurs, qui veulent se servir du prétendu «*manque de fermeté*» du gouvernement travailliste comme d'argument électoral sont bien sûr en pointe. Mais les travaillistes eux-mêmes ne veulent pas être en reste. Après avoir tenté, depuis des années d'éviter les conflits et d'instaurer un syndicalisme intégré à l'Allemande, ils se comportent aujourd'hui en briseurs de grève, affrontant directement les travailleurs. Healey, chancelier de l'Échiquier déclarait vendredi soir : «*La nation*

est au bord du précipice, l'opinion publique en a assez.

En alternant menaces, pressions et promesses, le gouvernement travailliste est parvenu à faire accepter aux dirigeants syndicaux qu'ils réglementent étroitement les piquets de grève ; mais rien n'indique que les travailleurs se plieront à ces restrictions.

Dans ce climat hystérique contre la grève, un routier a été tué à Aberdeen en Ecosse, il se trouvait dans un piquet de grève enfoncé par un camion.

Alors que la grève des routiers continue, que celle des ambulanciers commence lundi, et que les cheminots s'apprentent à débrayer à nouveau mardi, le président du patronat britannique Greenborough, a lancé un appel à Callaghan pour qu'il décrète l'état d'urgence, comme l'ont demandé les conservateurs. Le Premier ministre semble vouloir éviter d'aller aussi loin, alors qu'il peut encore tenter de contenir le mouvement grâce à la campagne anti-grève et aux manœuvres avec les directions syndicales.

IRAN : SITUATION INCERTAINE

● Après les manifestations massives de vendredi dernier, on apprenait que l'Ayatollah Khomeiny rentrerait à Téhéran vendredi prochain, après 15 ans d'exil. Il est hors de doute que, plébiscité par la majeure partie du mouvement populaire, il compte donner à son retour en Iran une signification politique considérable. Sa présence en Iran pourrait servir de catalyseur au mouvement pour en finir avec l'ancien régime et instaurer la République islamique. Cela signifie-t-il que tout compromis avec Bakhtiar ait été rejeté ? C'est ce qu'on déclare dans l'entourage de l'Ayatollah, où on signale que le chef religieux a refusé vendredi de recevoir le président du Conseil de régence. Il a également demandé aux députés de démissionner de leurs fonctions, ce qu'une vingtaine a fait.

Cependant, des rumeurs persistantes à Téhéran font état de négociations entre les militaires et des représentants de l'opposition religieuse.

La proximité d'échéances décisives favorise la réapparition des clivages politiques. Diverses informations font état de manifestations hostiles au régime, mais ne se situant pas dans la mouvance du mouvement religieux.

C'est ainsi que lors des manifestations vendredi, l'opposition laïque du Front national tentait de mettre en avant ses mots

d'ordre, manifestant avec des portraits de l'ancien premier ministre Mossadegh, renversé par le Shah en 1953.

Des informations font état d'une manifestation de 10 000 personnes à Téhéran qui ont déclaré «ne pas vouloir remplacer une dictature par une autre», de type islamique. Ces manifestants sont présentés comme «marxis-

tes», par les agences de presse, sans que l'on connaisse à l'heure actuelle la couleur exacte de ce «marxisme».

RUMEURS DE COUP D'ETAT MILITAIRE

C'est dans cette situation confuse que continuent de circuler des bruits d'un prochain coup d'Etat militaire. Le premier ministre Chapour Bakhtiar agit ouvertement la menace. Lors de son interview à Antenne 2, il s'est déclaré favorable au retour de l'Ayatollah Khomeiny, en ajoutant : «Je ne lui laisserai pas ma place» et en menaçant : «Tant que je serai premier ministre, il n'y aura pas de coup d'Etat militaire. Mais si j'étais contraint de démissionner, je ne répondrais de rien». La politique de Bakhtiar, qui consiste à mettre en avant la menace de l'armée sans l'utiliser directement, pour promouvoir sa «voie social-



démocrate», correspond à la stratégie des USA, qui semblent vouloir éviter un affrontement généralisé se concluant par une dictature militaire. Une telle solution ne viendrait pas à

bout du mouvement et risquerait d'entraîner une réaction de la part de l'URSS.

Selon la presse iranienne, 3 800 officiers et soldats de l'armée de l'air ont

entamé une grève de la faim, exigeant le départ de tous les conseillers militaires américains, et déclaré qu'ils s'opposeraient à un coup de force militaire. Des mutineries auraient éclaté vendredi : 2 800 soldats seraient concernés à la base aérienne de Shasrokhi, dans l'Ouest du pays et 1 000 à la base de Bandarabbas, proche du Golfe.

MANOEUVRES SOVIETIQUES

A l'approche d'un dénouement de la crise iranienne, les Soviétiques et leurs agents redoublent d'attention pour la situation en Iran. C'est ainsi que le parti révisionniste et pro-soviétique Toudeh vient de se rallier de façon aussi suspecte que précipitée à l'initiative de Khomeiny de constituer un «conseil de la révolution islamique». Ce parti appelle, en cas de coup d'Etat militaire, à la lutte armée. Ce parti avait pourtant depuis longtemps renoncé à la lutte armée. Ces dernières déclarations ne peuvent s'inscrire que dans la mise en œuvre d'une ligne putschiste ouvrant la voie à une intervention soviétique.

L'URSS, pour la première fois, apporte son soutien à Khomeiny et lance, en langue persane, des appels radiophoniques au soulèvement. Selon certaines rumeurs, des concentrations de troupes auraient été observées dans la région frontalière de l'Afghanistan, allié étroit de l'URSS.

F.N.

RECTIFICATIF

Notre compte rendu, dans le QdP de ce week-end, du meeting de soutien à la révolution iranienne qui s'est tenu jeudi dernier à Paris, contenait une coquille. Il fallait lire : «Puis un camarade, au nom du PCR ml et du PCML, a rappelé à son tour les agressions récentes du social-impérialisme en Erythrée et au Cambodge...»

Le Conseil national palestinien

LES RELATIONS AVEC LA JORDANIE, OBJET DU DÉBAT

Le Conseil national palestinien, la plus haute autorité du mouvement de Libération, se tient à Damas depuis le 15 janvier. Il s'agit de définir une position commune pour faire face aux accords de Camp

David et à leurs conséquences. L'un des points du rapport politique discuté traite des relations avec la Jordanie.

Quelques jours après le sommet de Bagdad, le président du Comité exé-

cutif de l'OLP, Yasser Arafat, s'est rendu en Jordanie, reçu par des milliers de manifestants palestiniens et jordaniens. Il s'agit de voir dans quelles conditions de nouvelles relations peuvent être éta-

blies pour faire face sur le plan arabe aux accords de Camp David.

Lors du Conseil national palestinien, le FPLP a expliqué ses réserves à ces nouvelles relations : la Jordanie de Hussein est liée à l'impérialisme américain et cherche à liquider la Révolution palestinienne. Le régime jordanien ne pourrait fournir à la Révolution aucune possibilité de travail parmi les masses palestiniennes, à cause de sa nature.

Un représentant du FATH, Khaled Al Hassan a répondu point par point à cette argumentation, reprise à quelques détails près par le FPLP : le dialogue avec la Jordanie vise à renforcer la position jordanienne de refus des accords de Camp David. Il a expliqué que les réserves faites sont naturelles mais qu'il fallait les surmonter

pour pouvoir durcir la position jordanienne, avec l'aide de la Syrie et de l'Irak. Le FPLP a tenu, malgré tout, à garder ses réserves sur ce point mais il a affirmé que cette divergence ne l'empêcherait pas de se prononcer en faveur du rapport politique. Ce qui est un point très important car le Conseil national palestinien tient à affirmer l'unité nationale palestinienne, une des premières conditions pour s'opposer efficacement aux accords de Camp David. Au cours du Conseil, d'autres points ont été soulevés comme par exemple la situation en Iran et le lien avec celles du Proche-Orient. Un délégué a rappelé la position de l'Ayatollah Khomeiny dès 1963 appelant à dénoncer Israël et à soutenir la cause palestinienne.

Yomna EL KHALIL

Bombardements sionistes au Sud-Liban

Les sionistes continuent de lancer des attaques au Sud-Liban en coopération étroite avec les milices chrétiennes. Après le raid de commandos israéliens de la semaine dernière, les tirs d'artillerie ont repris avec une très grande violence toute la journée de dimanche. Selon l'agence palestinienne Wafa, les sionistes ont «bombardé intensément et aveuglément la région de Nabatieh et ses environs à partir des enclaves chrétiennes de Kleia et de Tallet Oueida». Les forces palestino-progressistes du Sud-Liban ont riposté énergiquement à ces bombardements.

Ces attaques israéliennes interviennent alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de prolonger de cinq mois (jusqu'au, 19 juin 1979) le mandat de la FINUL (casques bleus) au Liban.

CENTRAFRIQUE MANIFESTATIONS ANTI-GOUVERNEMENTALES



Une manifestation en décembre 1977, lors du couronnement de Bokassa.

Vendredi, de violentes manifestations ont éclaté à Bangui, capitale de l'Empire centrafricain. Il semble qu'à l'origine du mouvement se trouve le refus des étudiants de porter l'uniforme. Une partie de la population a rejoint les étudiants. Des magasins auraient été pillés.

La répression, de source officielle, a fait des morts. L'empereur Bokassa a annoncé, dans la nuit de vendredi à samedi, l'interdiction de toute manifestation et de tout attroupement. Un décret impérial instaure le couvre-feu à Bangui et dans ses environs. Les militaires sont consignés jusqu'à nouvel ordre.

Le régime Bokassa a déjà dû faire face à de chaudes alertes. Bokassa lui-même a échappé de peu à plusieurs attentats. Le mécontentement de la population est général, dans ce pays qui est l'un des plus pauvres du monde, et où la misère populaire contraste avec le luxe insolent dont s'entoure la cour impériale.

L'empereur s'était déjà fréquemment signalé par la sauvagerie avec laquelle il menait la répression. C'est ainsi qu'il dirigeait personnellement des séances de torture, où les opposants étaient bastonnés publiquement, la radio retransmettant les cris des suppliciés pour que le supplice donne l'exemple.

● Mitterrand : appel à l'unité du PS

Lors d'une intervention devant les militants socialistes dimanche à Bordeaux, Mitterrand a évoqué les contradictions qui déchirent la majorité sortante. Il a écarté l'idée qu'un projet politique différent l'oppose à Mauroy et Rocard, déclarant notamment : «Y aurait-il dans la majorité deux lignes ? Il faudrait en démontrer l'existence comme les astronomes démontrent celle de deux comètes qu'ils n'ont jamais vues. Sinon, pourquoi tout ce tintamarre ? Serait-ce seulement les ambitions ou un conflit de pouvoir ? Mais, s'il y a deux lignes, le problème est de savoir si elles peuvent progresser vers une synthèse claire».

Dans la perspective des élections cantonales, il a appelé son parti à serrer les rangs, disant notamment : «Que la trêve des matamores, des défis et des ambitions fasse qu'à la veille des cantonales, nos camarades chantent l'unité du parti. Que personne ne puisse demander à un candidat socialiste : au nom de quel parti socialiste parlez-vous ?». Mitterrand, fortement contesté par le tandem Mauroy-Rocard, prend comme tactique d'enfourcher son cheval de bataille favori, celui de l'unité et rappelle l'image qu'il aime à se donner d'indispensable fédérateur.

● Congrès du MRG : attendre et voir

C'est par une large majorité que les congressistes du MRG ont approuvé le texte présenté par la direction. Il s'agissait de savoir si les radicaux de gauche présenteraient une liste autonome aux élections européennes, ou rechercheraient une alliance avec le PS. La constitution d'une liste autonome est hasardeuse, en raison des frais de la campagne, et de la barre des 5 %, en dessous desquels une liste ne peut avoir des élus. Crépeau et ses partisans demandaient au congrès de ne pas statuer immédiatement, et d'attendre la conclusion des négociations menées avec le PS. Les congressistes l'ont suivi, et c'est finalement en avril que le MRG décidera de son attitude dans ces élections, attitude qui reste suspendue au congrès du PS : la liste du PS ne sera en effet arrêtée qu'à l'issue de son congrès.

Des négociations ont d'ores et déjà eu lieu, le MRG souhaitant avoir trois candidats en position d'être élus, et réclamant que son sigle figure dans la campagne.

● PCF - PCE : «désaccord radical»

Des responsables du PCF et du PC espagnol ont eu une nouvelle rencontre la semaine dernière à Madrid. La principale question débattue a bien sûr été l'élargissement du Marché commun. Le communiqué final précise que «de l'examen franc et approfondi de leurs positions respectives, il ressort qu'une différence radicale d'appréciation demeure». De nouvelles discussions auront lieu. Rappelons que si le PCF fait une campagne résolument anti-européenne, le PCE et le PCI adoptent une position «radicalement» contraire.

Paris COUP D'ENVOI DE LA NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE LA LOI DE 1920 SUR L'AVORTEMENT

● 1 500 à 2 000 personnes se sont retrouvées samedi après-midi devant l'hôpital Lariboisière à Paris, à l'appel des groupes femmes de la région parisienne, de collectifs avortement-contraception-sexualité, du Planning familial et de diverses organisations politiques et syndicales. La CGT et le PCF demeuraient

absents de la liste des signataires de cet appel, et l'UD-CFDT s'y joignait en dernière minute. Cette mobilisation était la première d'une campagne qui s'ouvre pour obtenir définitivement l'abrogation de la loi de 1920 qui pénalisait lourdement la pratique des avortements.

Depuis 1975, obtenue par une importante mobilisation, cette loi est remplacée pour une période de cinq ans par la loi Veil. Cette question de l'avortement doit être à nouveau examinée par les députés dans le troisième trimestre de cette année. Or, devant les nombreuses carences constatées depuis quatre ans d'application de la loi Veil, vote qui permettait à l'époque à Giscard de s'accrocher au qualificatif de «libéral», la question est de savoir si les législateurs ne cédaient pas temporairement du terrain devant la colère des femmes dans l'espoir de le reconquérir au moment opportun. En tout état de cause, très peu d'avortements sont pratiqués dans les hôpitaux, et à moins d'une mobilisation constante, il ne s'en pratique pas. C'est pour cela que le départ de la manif était prévu devant l'hôpital Lariboisière. Dans cet hôpital, en effet, malgré la loi Veil, aucun avortement n'avait été pratiqué : ça n'est pourtant pas le manque de demandes qui pourrait motiver cette absence de pratique en ce domaine, puisqu'en 1977, la demande moyenne mensuelle est de 85. Simple patron du service gynécologique et ses assistants sont adhérents ou sympathisants du très réactionnaire mouvement «Laissez les vivre». Arguant de la clause de conscience (qui permet de refuser de pratiquer une intervention médicale), ils refusent de laisser les locaux de leur service à la disposition de ceux qui sont prêts à assumer la pratique des IVG (interruption volontaire de grossesse). En juin 1978, les groupes femmes des quartiers concernés par l'hôpital prenaient contact avec la section CFDT de l'hôpital, et



impulsaient la création d'un comité pour la création d'un centre IVG et d'information sur la contraception et la sexualité. On note dans ce collectif la présence de militants du PCF en opposition à leur direction, celle-ci refusant de s'y joindre. Le PCF n'hésitera pas à envoyer une délégation à l'administration de l'hôpital, espérant sans doute pouvoir récupérer la lutte entamée, et de demander que puissent s'y pratiquer des avortements, oubliant le reste des revendications du collectif. De fait, la bataille engagée par ce collectif permettait de faire reculer la direction qui lâchait au mois de novembre l'autorisation d'y pratiquer des IVG. Mais les conditions dans lesquelles sont reçues et traitées les femmes sont loin de satisfaire le collectif, le nombre d'IVG pratiqués très en deça des besoins, l'information sur la contraception est encore absente. Aussi la bataille continue pour un véritable centre Avortement-contraception-sexualité, où les

femmes aient le droit de contrôle : la nécessité de cette bataille était confirmée samedi après que la délégation reçue par l'administration venait rejoindre les manifestantes avec une réponse négative aux revendications.

Le cortège, aux banderoles barriolées, apanage des manifestations des groupes femmes, parcourraient les rues de Paris, diffusant des tracts, expliquant le sens de cette mobilisation et leurs revendications, ponctué de mots d'ordre humoristiques répondant à la campagne entreprise par le pouvoir sur la démographie, préconisant trois enfants par famille, fustigeant Debré et ses supporters : «Pas d'enfants à la chaîne, pas de chaîne pour les enfants !» «Contraception et avortement libres et remboursés y compris pour les mineures et les immigrées !», étaient largement repris. On peut cependant s'étonner que le mot d'ordre autour duquel était créée la mobilisation de 1974 et

1975 ait subi ce recul, faisant passer la revendication de «gratuit» à «remboursé». Dans ce dernier cas, en effet, de nombreuses femmes étrangères ne peuvent bénéficier du remboursement de la Sécurité Sociale, celle-ci n'ayant pas signé de convention avec tous les pays, mais permet aussi à des établissements privés de pratiquer les avortements comme une opération chirurgicale importante avec anesthésie, hospitalisation plusieurs jours durant, alors que selon certaines méthodes (Karmann), un accueil déculpabilisant et sécurisant cette intervention pourrait être fait sous le statut de consultation ; les toubibs plus soucieux de se remplir les poches sur les malheurs des femmes, et qui n'hésiteraient pas à utiliser la clause de conscience dans les établissements publics pour envoyer les «patientes» dans leurs cliniques privées, pourraient dans le cas du remboursement fort bien y trouver leurs intérêts.

Angers LES FEMMES ET LE PLANNING FAMILIAL OBTIENNENT LA RÉOUVERTURE DU CENTRE D'INTERRUPTION DE GROSSESSE

● Depuis sa création en 1975, le centre ne fonctionnait pas comme les femmes le souhaitaient. A plusieurs reprises, en mai 1976 et septembre 1977, elles se sont élevées contre le manque de travail d'équipe, le manque d'information large, contre le paiement des médecins à l'acte, contre la réduction notoire des avortements pendant les vacances.

En novembre 1978, la DDASS décide, en accord avec le C.H.U. (Centre Hospitalier Universitaire) d'Angers, de modifier le paiement des médecins, manœuvre qui vise à fermer le centre. Ceux-ci se mettent aussitôt en grève, ce qui entraîne la fermeture du centre, pénalisant de nombreuses femmes (25 à 30 avortements étaient

pratiqués chaque semaine normalement). Celles-ci décident alors de riposter avec l'aide du Planning Familial. Pour faire pression sur l'administration, elles incitent les femmes à ne pas payer les frais d'avortement et d'hôpital.

Ensuite, elles se rendent à la mairie pour demander au maire J. Monnier (PS) de faire pression sur la

DDASS pour la réouverture totale du centre. La réponse ne se fait pas attendre : «Elles manifestent, vivez-les» et de faire appel au préfet. Une bien curieuse manière, ma foi, de prendre en compte les revendications populaires pour une municipalité d'Union de la gauche.

Dernièrement, le 17 janvier, elles décident de se rendre à la préfecture en appelant à une manifestation pour le soutien de leur action. Une motion est déposée qui reprend les principales revendications des femmes :

— Réouverture immédiate du centre.

— Extension à 10 semaines du délai pour les interruptions volontaires de grossesse (actuellement 8 semaines) et nécessité de moyens anesthésiques.

— Information plus large sur la contraception et l'avortement.

— Paiement des médecins à la vacation et non à l'acte.

— Pas de réduction du nombre d'avortements pendant les vacances.

Par peur que le mouvement ne prenne trop d'ampleur et aussi devant la détermination des femmes, une partie des revendica-

tions va être acceptée, puisque le centre va être réouvert : c'est une première victoire, une première étape. Mais comme le disait une femme du Planning Familial : «Le centre est réouvert, c'est bien, tout reste à savoir dans quelles conditions matérielles il fonctionnera, il nous faut donc rester vigilantes».

En effet, ce n'est qu'une première étape dans la lutte pour «l'avortement libre et gratuit» que demandait la majorité des femmes présentes.

Correspondant ANGERS

GISCARD EN ROUMANIE EN MARS

Après l'annulation de son voyage de vendredi pour des raisons climatiques, Giscard a annoncé le report de son voyage en Roumanie pour le 8 mars.

SYRIE - IRAK

Les gouvernements de la Syrie et de l'Irak ont annoncé que les négociations pour l'unité se poursuivent favorablement. Le ministre syrien de l'Information a déclaré : «Notre décision est bien de constituer un Etat unifié... Celui-ci regroupera des forces armées qui atteindront alors près de 500 000 hommes».